

produits industriels continuent de monter; il y aurait aussi lieu de chercher des façons d'établir une juste relation entre les prix, dans ces deux catégories de produits. Les pays du Commonwealth devraient participer activement à l'élaboration de nouvelles ententes internationales concernant les produits. On estime qu'il faudrait aussi chercher des moyens pour réduire au minimum la fluctuation des prix des produits des mines.

* * * *

L'aide au développement

Les participants ont étudié divers aspects de l'aide au développement, notamment les inconvénients de l'aide conditionnelle, l'importance d'une attitude plus souple de la part des donateurs et de l'existence de relations mutuellement satisfaisantes entre les donateurs et les bénéficiaires, de même que la façon d'alléger le lourd fardeau des dettes qui pèse sur les pays en voie de développement.

Investissements étrangers des entreprises privées

Les Chefs de gouvernement ont eu une discussion animée au sujet des problèmes et des possibilités qui existent au niveau des investissements étrangers faits par les entreprises privées. On a traité en particulier du rôle des sociétés multinationales dans un certain nombre de pays du Commonwealth. On a échangé des vues sur l'emploi de méthodes propres à assurer que les activités des investisseurs soient conformes aux objectifs des pays d'accueil, sur la possibilité de favoriser l'échange de données à ce sujet entre les pays du Commonwealth et sur l'utilité qu'aurait l'établissement d'un code d'éthique régissant les sociétés internationales.

Afrique du Sud

Les Chefs de gouvernement ont eu un échange de vues complet et franc sur les changements et les développements qui surviennent en Afrique du Sud. Les participants ont aussi accordé une attention spéciale aux problèmes auxquels font face les pays de l'Afrique australe qui partagent leurs frontières avec des territoires ou des pays encore dirigés par des régimes où la minorité gouverne. Tout en reconnaissant l'exis-

Ottawa, lieu de rencontre internationale

Le choix même d'Ottawa comme lieu de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth reflète l'évolution récente de cet organisme. Au début, les rencontres se tenaient seulement à Londres, cœur de l'organisme. Londres demeure un organe moteur, — et la Grande-Bretagne est le doyen des États membres —, mais chaque membre du Commonwealth est maintenant un cœur.

La population d'Ottawa compte actuellement un demi-million d'habitants d'expression anglaise et française. La rivière qui coule à ses pieds illustre la richesse industrielle au Canada en acheminant ses millions de billes vers les moulins de pâtes et papiers. La ville est relativement jeune et, parmi ses édifices les plus distinctifs, la Bibliothèque du Parlement, bâtiment du 19^e siècle situé sur la colline du Parlement, rappelle une époque plus ancienne et les cultures des deux peuples fondateurs du pays.

En ce mois d'août, les invités n'ont

pas pu voir évoluer les patineurs sur le vieux canal Rideau, ni le déploiement printanier de 600,000 jonquilles, d'un demi-million de crocus et de deux millions de tulipes, mais ils ont assisté à la relève de la Garde sur les pelouses de la colline du Parlement, où l'écarlate et le noir des Gardes à pied du Gouverneur général, des *Canadian Grenadier Guards* et de la Gendarmerie royale du Canada tranchent sur le vert éclatant de la pelouse.

L'écrivain américain Edith Iglauer a noté dans l'*Atlantic Monthly* que les habitants d'Ottawa se déplacent dans des rues propres, d'un pas résolu mais sans se bousculer. Même aux heures de pointes, le matin et le soir, Ottawa semble dégager une certaine sérénité. Les visiteurs se retrouvent dans la nature entourés de fleurs, d'arbres, de lacs, à proximité du splendide parc de la Gatineau. C'est frisquet à Ottawa au mois de décembre, mais comme c'est agréable, beau et chaud par un beau jour d'été!

tence de problèmes complexes et difficiles, les Chefs de gouvernement se sont prononcés en bloc contre l'*apartheid* et le régime de gouvernement par la minorité en Afrique du Sud. Ils ont donc reconnu la légitimité de la lutte pour le respect intégral des droits de l'homme et pour l'autodétermination.

Au sujet de la situation qui existe en Afrique du Sud, en Namibie et dans les colonies portugaises, on a convenu que les membres du Commonwealth qui sont en mesure de le faire devraient s'efforcer de se servir de leur influence pour convaincre le Portugal d'accorder une indépendance négociée à ses colonies africaines. On a rappelé à ce sujet l'avis donné par la Cour internationale de Justice et les résolutions du Conseil de sécurité sur la Namibie et on a souligné la responsabilité internationale à l'égard de ce territoire. On a mentionné le fait que les pays du Commonwealth, en particulier ceux qui possèdent des intérêts économiques en Afrique du Sud et en Namibie, pourraient utiliser au mieux leur influence pour susciter une amélioration de la situation. Les Chefs de gouvernement ont remarqué les efforts qu'ont fait les autochtones des

territoires d'Afrique du Sud pour obtenir l'autodétermination et l'indépendance et se sont entendus sur la nécessité qu'il y a d'apporter toute l'aide humanitaire possible à tous ceux qui poursuivent ces buts.

Les Chefs de gouvernement ont exprimé leur vive inquiétude au sujet de la situation qui existe en Rhodésie et les conséquences néfastes qu'entraîne l'absence de règlement de cette situation. Ils ont reconnu les efforts faits par le gouvernement britannique, à qui incombe la responsabilité de cette affaire, et se sont déclarés désireux de contribuer à la recherche d'une solution. Tous se sont entendus sur l'importance d'un règlement pacifique et sur la nature de l'objectif à viser, c'est-à-dire le gouvernement par la majorité. Ils ont pris bonne note de la rencontre entre Ian Smith et Monseigneur Muzorewa et ont fait leur le souhait du Gouvernement britannique, à savoir que l'on assiste à un élargissement des discussions et que l'on prenne les mesures nécessaires pour supprimer les obstacles existants de façon à permettre à tous les groupes qui représentent l'opinion rhodésienne